le prolétaire

ORGANE MENSUEL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (PROGRAMME COMMUNISTE)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI	* La revendication de la ligne qui va du Manifeste communiste à la révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ;	AVRIL 1969 — 7 ^{me} ANNEE — N° 64	Le numéro
	* La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ;	Abonnement de soutien 10 F - 100 F.B. Abonnement annuel 5 F - 50 F.B.	0,50 F - 5 F.B.
	* La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.	LE PROLETAIRE	B.P. 375 MARSEILLE - Colbert C.C.P. 2202 22 MARSEILLE

Le Référendum ne concerne pas la classe ouvrière

Est-ce qu'en votant au référendum (oui, non, blanc ou merde), les travailleurs salariés peuvent obtenir un avantage quelconque, si minime soit-il ? Voilà la seule question sérieuse et nous sommes les seuls à la formuler. Tous, P. C. F. en tête, préfèrent noyer le poisson dans une mer de démagogie. Que disent-ils ? En premier lieu, tous défendent l'ordre. Comme en mai-juin, de Gaulle dit : l'ordre, c'est moi ; l'opposition répond : le général, c'est l'anarchie ; donnez-nous le pouvoir et l'on verra si quelqu'un ose encore faire brûler des voitures, insulter la police et faire des grèves généralisées. C'est donc au nom de l'ordre, pour la défense du capital que l'on nous propose de voter. L'affaire est claire ; exactement comme

en juin dernier, on détourne le prolétariat de ses propres intérêts de classe, de son propre terrain de lutte, en l'amusant par des grimaces électorales.

La principale signification du référendum se trouve là et non ailleurs. En ce sens le P.C.F. et l'U.D.R. jouent exactement le même rôle réactionnaire et anti-prolétarien. Il s'agit pour eux d'entretenir dans les masses les vieux préjugés démocratiques, de faire croire que les intérêts du prolétariat et de la bourgeoisie peuvent se concilier et que l'Etat bourgeois peut être autre chose qu'un instrument de dictature sur la classe ouvrière.

On nous objectera sans doute que le référendum ne signifie pas seulement cela ; que la régionalisation et la réforme du sénat représentent des objectifs bien précis et que nous devons en tenir compte. Eh bien, soit ! Essayons de découvrir un sens à ce fatras de textes et de discours des différents partis.

Les gaullistes nous expliquent savamment que l'administration centrale de l'Etat est une vieille machine aux rouages bien trop compliqués et qui ne correspond plus qu'imparfaitement à sa fonction. Il y a certainement du vrai là-dedans : la forme de l'Etat n'est plus adaptée au développement actuel de l'économie et à l'apparition de centres industriels nouveaux. Peu à peu, les vieux centres de production, le Nord, le Massif Central, l'Est, « perdent de la vitesse », tandis que la région lyonnaise, par exemple, se développe. La régionalisation traduit bien sur le plan politique l'antagonisme entre vieilles et nouvelles régions industrielles. Le gaullisme a marqué, comme nous l'avons montré dans de nombreux articles, en particulier dans la récente série sur Qu'est-ce que le Gaullisme ?, la métamorphose du vieux capitalisme français, financier, colonial et usuraire, en impérialisme de style moderne. La régionalisation marquera un pas de plus vers cette modernisation inéluctable de la société capitaliste en France.

Avec un cynisme tout à fait grand capitaliste, certains gaullistes de gauche, comme David Rousset, expliquent que de Gaulle ne vas pas assez vite en besogne, et qu'il devrait hâter la disparition de vastes secteurs

arriérés de l'économie ; en particulier, il faudrait, disent-ils, supprimer les subventions accordées à l'agriculture parcelaire et à la boutique. De même, ils souhaitent la faillite rapide de secteurs industriels devenus non concurrentiels sur le marché mondial. En « régionalisant », c'est cette politique que l'on va pratiquement mettre en œuvre. En effet, une semi-autonomie financière des régions accélérera nécessairement la ruine des zones arriérées (le fameux « désert français »). Autrement dit, crève la Bretagne ! Bien entendu, cette conclusion, nous ne la trouvons pas dans les discours électoraux des gaullistes. Mais le gouvernement fait la politique de David Rousset en utilisant la démagogie d'un Edgar Faure !

Le P. C. F. est aussi partisan de la régionalisation. Ce qui le chagrine seulement, c'est la « conception (gaulliste) de la gestion technocratique des régions » (J. Duclos). Autrement dit, le P. C. F. est prêt à laisser tomber non seulement la Bretagne mais l'ensemble de ces couches moyennes et de ces petits patrons dont il s'est fait le Don Quichotte. Ce qui lui déplaît, ce n'est pas la réforme en elle-même, mais sa forme, son esthétique ! En fait, il fait voter non, parce qu'il lui faut bien prouver de temps en temps qu'il est un parti d'opposition.

Le projet de réforme du Sénat a fait lui aussi, dire et écrire beaucoup de bêtises. La palme revient sans doute aux défenseurs clownesques du vieux sénat républicain, Gaston Monnerville en tête. Cette vieille assemblée, encombrante et ridi-

cule, dont plus personne (oh pardon ! nous avions fallu oublier Monnerville) ne se soucie, il faut sortir d'un musée pour songer à la défendre. Laissons cela de côté. Le sénat est enterré, n'en parlons plus !

Restent ces assemblées régionales que l'on se propose de créer. De différents côtés on nous a montré qu'elles s'apparentent aux Chambres corporatives imaginées par ces bons

(Suite en page 4)

L'ÉCHÉANCE DU 11 MARS

La grève du 11 mars marque la fin d'une pause sociale de six mois. Depuis les accords de Grenelle, les bonzes syndicaux s'efforcent de persuader la classe ouvrière qu'elle a remporté en mai-juin 1968 une victoire irréversible. En dépit du triomphe électoral du grand capital, de la répression systématique du patronat de l'automobile, du climat de répression policière, le rapport social des forces serait demeuré en faveur du prolétariat. Malgré preuve à l'appui de cet argument : la conquête du « droit syndical dans l'entreprise » dont le ministre Schumann disait crûment qu'il était fait avant tout pour empêcher les grèves !

Les bonzes syndicaux prétendent que mai-juin aurait démontré que la grève ne portait pas atteinte à l'économie nationale, mais au contraire la stimulait et donc que les intérêts des ouvriers étaient compatibles avec ceux de la production, du pays, de la nation.

Les faits se sont chargés de démentir ces affirmations. L'impulsion donnée à l'économie par les 12 % de Grenelle cédait vite le pas aux difficultés monétaires : la hausse des prix « mangent » les augmentations de salaires. Grâce à cet imprévu parfaitement prévisible les fonctionnaires syndicaux avancèrent leur troisième mensonge : gouvernement et patronat, à Grenelle, s'étaient engagés à « réexaminer » la situation éco-

nomique et à procéder au « rattrapage » de ce que les ouvriers avaient perdu. A défaut d'une « échelle mobile des salaires » d'autant plus mirifique que non précisée, le rendez-vous de mars rue Tilsitt, devait rétablir les « conquêtes » économiques de Grenelle à leur niveau initial.

Las ! Le second mois de l'année n'était pas encore achevé que l'on savait déjà, de par la bouche autorisée des ministres et des représentants du patronat, que le montant de ce « rattrapage » était déjà bel et bien fixé en haut lieu et qu'il atteindrait à peine la moitié de ce que réclamaient les syndicats en vertu de la seule force des chiffres. Inutile d'insister,

(Suite en page 4)

" ECHELLE MOBILE DES SALAIRES " SIGNIFIE " L'ÉTAT AVEC NOUS "

De la C.G.T. à F.O. et à la C.F.D.T., tout le monde - sans excepter certains gauchistes - se trouve d'accord pour admettre qu'afin de défendre les « conquêtes de mai », la classe ouvrière dispose d'un moyen infaillible : l'échelle mobile des salaires.

Dans la Vie ouvrière N° 1273, un certain monsieur Redjan expliquait que l'échelle mobile, c'était « le déclenchement automatique d'une hausse des salaires sans qu'il soit besoin de la demander à un certain seuil déterminé de hausse du coût de la vie ». Si elle était mise en application, l'échelle mobile aurait donc, aux yeux des directions syndicales, ce merveilleux « avantage » de garantir aux salariés le maintien de leur « juste salaire » en empêchant la détérioration de leur

pouvoir d'achat par suite de la hausse des prix tout en leur épargnant, à eux, à leurs employeurs et à l'économie nationale tout entière, les « inconvénients » de la grève. Si elle était mise en application, donc, tout le monde - capitalistes aussi bien que prolétaires - s'en trouverait bien : la bourgeoisie, parce qu'elle mettrait un terme à ces arrêts de travail qui diminuent regrettablement la production nationale ; le prolétariat, parce qu'elle supprimerait les pertes de salaires et autres désagréments de la grève. Le malheur, c'est que toute « solution » conçue dans l'intérêt des deux classes ennemies, tout « remède » destiné à abolir pacifiquement, sans lutte de classe, l'antagonisme qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie n'est ni ne peut-être autre chose qu'une utopie réactionnaire.

L'utopie de l'échelle mobile réside tout entière dans le fait que pour se déclencher, le mécanisme « automatique » de la hausse des salaires aurait en réalité besoin du... coup de pouce de l'Etat. Dans cette hypothèse absurde, l'Etat ne jouerait plus son rôle de défenseur des intérêts du Capital, il ne ferait même plus figure de simple arbitre au-dessus des classes comme dans la théorie mensongère de la démocratie bourgeoise. Pas du tout : placé face à « la tendance générale de la production capitaliste » qui n'est pas, comme le marxisme l'a établi il y a plus de cent ans, « d'élever le salaire normal moyen, mais de l'abaisser » non seulement relativement, mais même, au cours de certains cycles, absolument, l'Etat prendrait automatiquement fait et cause pour le prolétariat, contre la bourgeoisie. Alors que cette tendance, dont les sources sont multiples, se vérifie et ne peut se vérifier que

par l'intermédiaire du marché, par la baisse du pouvoir d'achat (et non pas par une diminution du salaire nominal qui constituerait une provocation intolérable du patronat), l'Etat, foulant aux pieds les lois mêmes de la production capitaliste, interviendrait constamment pour imposer aux capitalistes petits et gros, des relèvements du salaire réel et donc pour contre-carrer les effets du mode de production capitaliste sur la classe ouvrière. Bref, grâce à on ne sait quelle métamorphose, l'Etat remplacerait désormais le syndicat ouvrier dans sa fonction propre : empêcher la classe capitaliste de ramener constamment le prix du travail à sa limite la plus basse ! Pas besoin d'être sorcier pour deviner que jamais l'Etat capitaliste ne se pliera à une fonction aussi contraire à sa nature et que la classe ouvrière qui renoncerait à sa résistance contre les empiètements du Capital,

qui attendrait de son ennemi, l'Etat bourgeois, qu'il « résiste » à sa place, se vouerait elle-même à l'esclavage le plus total.

Utopique comme on voit, la panacée de l'échelle mobile est en outre, politiquement réactionnaire puisqu'elle incite la classe ouvrière à faire confiance à l'Etat bourgeois contre lequel son irréductible antagonisme avec la bourgeoisie devrait la dresser, quel que soit par ailleurs le « gouvernement en place ».

A la base d'une position politiquement réactionnaire, il y a toujours une revendication sociale qui l'est tout autant. En matière économique et sociale, ce qui est réactionnaire c'est de prétendre que la seule chose qui importe à la classe ouvrière soit de « lutter contre les effets et

(Suite en page 4)

RÉUNIONS PUBLIQUES

LE MANS : Vendredi 25 avril, à 20 h. 30 au café « Le Bon Coin » - Place de la République :
QU'EST-CE QUE LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL ?

MARSEILLE : Dimanche 20 avril, à 9 h. 30 au siège du
"Prolétaire" 7, cours d'Estienne-d'Orves.

VIE ET MORT DU « TROTSKYSME »

Voies réelles de la révolution ou préalables sectaires ?

La lutte des marxistes pour le parti prolétarien qui commence avec le manifeste de 1848 a toujours visé un double but : arracher les prolétaires à l'influence politique et idéologique du Capital ; « remplacer les sectes socialistes ou semi-socialistes », (les "tentatives d'amateurs" comme disait Engels), par une organisation effective de la classe ouvrière pour sa lutte d'émancipation révolutionnaire. Mais plus cette organisation effective se révèle difficile, plus forte est la résistance que lui oppose l'Etat bourgeois et surtout les partis et directions syndicales anti-révolutionnaires, plus aussi les "sectes" pullulent, et plus les "tentatives d'amateurs" se multiplient. Fortes de cinquante ans de réaction bourgeoise et du long déclin du glorieux Communisme marxiste, elles ne se privent pas aujourd'hui de singer le matérialisme historique en opposant les "réalités" de l'époque impérialiste aux positions de notre petit parti prolétarien sur les relations qui lient luttes économiques et luttes politiques et les rapports que l'orga-

Voyons donc quelles sont ces « réalités » qui condamneraient notre mot d'ordre de C.G.T. rouge comme un vulgaire « préalable » de secte et qui révéleraient en outre la nature non pas communiste, mais plate-ment maximaliste de nos interventions dans les luttes économiques réelles avec les revendications générales suivantes : augmentation générale des salaires, plus forte pour les catégories ouvrières les moins payées — diminution de la journée légale de travail — paiement du salaire intégral aux chômeurs. Ou plutôt écoutons le chant funèbre que les sectes d'« amateurs » jouent sur la trompette de la sociologie scientifique : l'évolution depuis la seconde guerre mondiale se caractérise par une transformation de la démocratie traditionnelle (ou de ce qui en restait en Occident entre les deux guerres) en une démocratie corporative (c'est-à-dire une efficace combinaison d'apparences démocratiques et de réalités fascistes). Cette évolution exclut toute organisation syndicale autonome du prolétariat, et elle impose aux syndicats hérités de l'époque antérieure et de l'économie nationale qui des travailleurs à la productivité de l'entreprise, de l'industrie une pratique d'intéressement est un facteur de contre-révolution bien plus efficace que ne le serait l'absence de toute organisation unitaire, puisqu'elle se manifeste par la substitution automatique d'accords tripartites au sommet entre Etat, patrons et bonzes syndicaux à toute lutte réelle. Or, ce processus est désormais irréversible, car il s'enracine dans un puissant mouvement national et international de concentration capitaliste et dans les exigences objectives de défense non seulement politique, mais économique de la classe dominante qui, en raison de l'âpre concurrence internationale, ne peut concéder à ses esclaves salariés quelque avantage nouveau que ce soit. Dans ces conditions, la perspective d'une renaissance d'organisations économiques de masses, de type syndical ou « autre » est tout à fait absurde, et le mot d'ordre de C. G. T. Rouge est donc à contre-courant de l'histoire, d'abord parce qu'il contrecarre les saines tendances centrifuges (sic !) des ouvriers écœurés de l'opportunisme syndical officiel, et ensuite parce qu'il reste très en deçà des organisations politiques de masses, de type soviétique ou autres qui sont les seules plausibles (?).

On voit que les sectes d'amateurs n'ont pas dédaigné de reprendre au petit parti prolétarien d'aujourd'hui la critique que, depuis 1924, il fut le seul à faire de l'anti-fascisme et de sa nostalgie pour les institutions et les rapports dépassés de l'ère libérale. Ce'a confère à toute la construction, une apparence « scientifique », tandis que le fond en est exclusivement défaitiste. Le processus d'intégration des organisations syndicales ouvrières à l'Etat bourgeois n'est ni ne peut être un phénomène premier, ni surtout déterminé uniquement par ce qui convient au Capital. Il reflète un phénomène plus pro-

fond, qui est l'intégration de la classe ouvrière dans la communauté nationale ou pour mieux dire, sa dissolution en tant que classe dans le magma confus du « peuple ». Que le phénomène soit à l'avantage exclusif de la bourgeoisie, c'est bien clair ; mais prétendre que la bourgeoisie ait en toutes circonstances le pouvoir d'imposer ce qui est avantageux pour elle est un pur non-sens ! Dire que l'intégration des organisations économiques des ouvriers à l'Etat bourgeois est « irréversible », c'est dire que la dissolution de classe du prolétariat l'est également. Si c'était vrai, c'est-à-dire s'il n'y avait « objectivement » aucun espoir que la classe ouvrière puisse secouer les liens dans lesquels elle est emprisonnée, non seulement depuis la seconde guerre, mais (si l'on songe à la faillite de la IIIème Internationale) depuis plus de quarante ans, si sa décomposition POLITIQUE répondait à une quelconque loi irréversible de l'histoire, ce n'est pas seulement au « syndicat rouge » qu'il faudrait dire adieu, mais à toute perspective révolutionnaire quelle qu'elle soit ! Ce n'est pas seulement la renaissance d'organisations de masse aptes à conduire la lutte économique ouvrière, à la coordonner et la généraliser sous une direction centralisée du parti révolutionnaire qui serait alors absurde et utopique : c'est celle de la renaissance de ce parti lui-même, et à plus forte raison de l'Internationale !

Les postulats du parti prolétarien qui lutte de toutes ses forces pour la vie à laquelle le scepticisme des amateurs lui conteste tout droit historique, sont nécessairement aux antipodes de conclusions aussi crûment défaitistes. Ils se résument ainsi : 1) Aussi longue qu'elle soit et doive éventuellement être, l'intégration de la classe ouvrière dans la société bourgeoise ne peut pas être irréversible, mais seulement transitoire à l'échelle de l'histoire. 2) Ce qui la fera voler en éclats, c'est le conflit économique insurmontable qui ne peut manquer d'éclater entre la classe capitaliste et les différents groupes corporatifs, locaux et nationaux du prolétariat d'abord, et ensuite, l'ensemble de la classe ouvrière, du fait même de la généralisation inévitable des luttes. 3) Si les forces conjuguées du Capital et de l'opportunisme corporatif pouvaient repousser indéfiniment les manifestations de ce conflit économique, il ne nous resterait plus qu'à conclure que le conflit lui-même était purement imaginaire, et à enterrer tout le marxisme, ou encore à admettre qu'il s'agissait d'un antagonisme encore très embryonnaire. Dans les deux cas on devrait exclure la perspective tant soit

nisation politique doit tendre à établir avec les organisations économiques des masses. Retournant au parti prolétarien la critique qu'il a toujours faite aux sectes, elles lui reprochent d'être aveuglé sur le processus révolutionnaire réel par l'a-priori (sic !) du "retour au syndicat rouge", ou (pour reprendre un terme cher aux parlementaires et au syndicalisme de négociation) de vouloir imposer à la vivante Révolution à venir ses préalables particuliers de parti.

Pour un courant qui, comme le marxisme, a dès son origine proclamé qu'il n'avait pas de solutions toutes faites à proposer (et encore moins à imposer) au prolétariat, que son principal souci était de parvenir à une conscience aussi fidèle que possible du mouvement réel et sa principale fierté d'y être parvenu avec la découverte des thèses fondamentales du socialisme scientifique, il n'est pas de pire reproche. Aucun marxiste ne saurait rester dans les rangs d'un parti qui l'aurait vraiment mérité !

peu rapprochée de toute lutte politique de classe et de parti, puisque sans antagonismes économiques non seulement réels, mais parvenus à un certain degré de développement, une telle lutte serait inconcevable. Chacun peut accepter ou repousser à son gré ces postulats, dans ce sens que personne n'est contraint d'adhérer au parti prolétarien. Ce que nul n'a le droit de faire, c'est de les « contester » au nom du socialisme scientifique et de les dissocier, c'est-à-dire d'admettre la reprise de la lutte politique de classe, mais non celle de la lutte économique, établissant entre l'une et l'autre une opposition de caractère purement idéaliste.

Pas plus aujourd'hui qu'hier, le parti prolétarien n'a la prétention de pouvoir prophétiser l'avenir dans tous les détails et encore moins de pouvoir répondre à toutes les questions byzantines que les amateurs avides de « certitudes concrètes » se posent anxieusement à peine ont-ils tenté de plonger leur nez dans les brumes de l'histoire future. Par contre, il reste indéfectiblement fidèle à la directive du matérialisme historique qui est de détecter aussi fidèlement que possible le mouvement historique réel. Si quelqu'un a donc la prétention de soumettre la Révolution à des préalables et a priori doctrinaux, c'est uniquement, une fois de plus, les sectes d'amateurs qui lui crient : « Ton temps est passé ! C'est à l'époque de la démocratie bourgeoise qu'il te fallait venir, ou jamais » au moment précis où en ont déjà pointé à l'horizon les premières faibles lueurs !

SOUSCRIPTION PERMANENTE

1969

LISTE N° 3

Georges, son premier salaire pour « Le Proletaire », 1.000 ; François, 1,70 ; René, 4,50 ; S., 20 ; R. et R., 40 ; Odile, 6 ; Gap soutien, 5 ; André, 10 ; Dédé, 10 ; Aix, 7 ; Lucien, 20 ; Paris, 170 ; réunion publique Paris, 261,20 ; Dédé et Pluto, en mémoire d'Ottorino, Bruno, G'gl, 50 ; R. et R., 40 ; François, 1,70 ; François, soutien, 5 ; N., soutien, 20 ; Magali, 10 ; Roland, soutien, 16 ; un lecteur belge, 18,71 ; Salut à tous, de Piccino, 10 ; La Flèche, 80 ; Gérard, André, 50 ; Alain et Christ, 100 ; Arlette, 30 ; Suzanne, 11,20 ; Alfred, 2.

Total précédent 3.812,43

Total liste n° 3 . . . . . 2.000,01

Total général 5.812,44

PERMANENCES DU PARTI

P A R I S : Le samedi 26 avril de 15h. à 19h. 30
salles Lancry - rue Lancry (X°)

MARSEILLE : Les samedi 5 et 26 avril de 17h. à 20h. 30
au siège du "Proletaire"
7, cours d'Estienne d'Orves

LA TARTE A LA CRÈME du "contrôle ouvrier"

« Face à l'arbitrage patronal... il faut répondre par le contrôle ouvrier sur les licenciements et l'organisation du travail » (Supplément à Rouge, N° 13). Les immédiatistes qui lancent ainsi le mot d'ordre de « contrôle ouvrier » peuvent se flatter de ressusciter une des plus vieilles erreurs du mouvement ouvrier. Nous voici retournés au temps où un prolétariat encore dans l'enfance et dépourvu de programme cherchait les voies de son émancipation... dans les catégories bourgeoises elles-mêmes. Ces immédiatistes veulent calquer la révolution socialiste sur la révolution bourgeoise, car ce « contrôle ouvrier » ne peut signifier qu'une chose : la classe ouvrière peut s'emparer progressivement des leviers de commande de l'économie, actuellement, dans le régime capitaliste.

« Contrôle ouvrier sur les licenciements et l'organisation du travail » ! Belle phrase vide, qui demande à l'esclave de contrôler son esclavage. Ainsi le prolétariat pourrait imiter la bourgeoisie qui a traduit par une révolution politique une prééminence économique déjà gagnée sous l'ancien régime. Mais cette domination, c'est sur le dos du prolétariat que la bourgeoisie a pu la bâtir — et c'est encore au prolétariat qu'elle a demandé le coup de main décisif contre l'Absolutisme — tandis que le prolétariat moderne ne peut compter que sur ses propres forces pour abattre définitivement tout régime d'exploitation de classe. La révolution socialiste commencera donc par la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois ; c'est sur ses ruines que le prolétariat établira sa propre dictature qui seule lui permettra d'entreprendre la transformation socialiste de l'économie.

« La classe ouvrière n'est certes pas prête aujourd'hui à lutter pour le « socialisme » ou la « dictature du prolétariat », mais... au travers de ces mots d'ordre (contrôle ouvrier, etc...) qui correspondent à la réalité vécue par chaque ouvrier, qui naissent spontanément des luttes actuelles, il devient possible de mobiliser les travailleurs contre le capitalisme incapable de les satisfaire. » Le mot d'ordre « transitoire » de contrôle ouvrier serait donc susceptible, selon messieurs les immédiatistes de mobiliser les ouvriers pas encore mûrs pour le mot d'ordre « maximum » de dictature du prolétariat. C'est exactement le contraire qui est vrai : le mot d'ordre de contrôle ouvrier accreditte l'idée que le pouvoir se prend dans l'entreprise et non pas au niveau de l'Etat ; mais alors, si la dictature du capital est impuissante à empêcher une telle transformation économique « par le bas », à quoi bon la dictature du prolétariat ? Le contrôle ouvrier n'est donc pas une transition habile vers la revendication de la dictature du prolétariat, mais une contribution à l'illusion que l'on peut s'en passer pour transformer les rapports de production capitalistes. Complètement au réformisme classique, elle est en somme la version « gauchiste », de la participation gaulliste.

Comme on a vu, nos immédiatistes s'inclinent devant la spontanéité (qu'ils inventent plus ou moins, du reste...). Mais s'ils prônent le contrôle ouvrier auquel les masses aspirent, selon eux, c'est avec l'espoir que son échec inévitable sera riche d'enseignements : « Il sera possible de démontrer dans la pratique que la conquête de ces revendications est incompatible avec le maintien du régime bourgeois. » Mais alors, à quoi servent donc Rouge et toutes les « avant-gardes » ? Ces suivistes aident le prolétariat... à faire des erreurs ! Sans doute la classe ouvrière doit-elle, pour progresser vers son émancipation révolutionnaire, se débarrasser au cours de sa lutte, de ses illusions politiques (démocratie, pacifisme, réformisme « classique » ou « auto-gestionnaire »...). L'expérience de la lutte de classe joue et jouera toujours davantage dans les années qui viennent un rôle décisif en soumettant les illusions à l'épreuve des faits. Mais qu'est-ce qui rendra ces expériences fécondes, sinon l'action

inlassable du parti de classe qui, par avance et à contre-courant tant qu'il le faudra, aura montré qu'il s'agissait justement d'illusions et indiqué clairement quelle est la voie de l'émancipation prolétarienne, au lieu d'enfermer la classe ouvrière dans de nouvelles illusions ?

Tous ceux qui, aujourd'hui, avancent des mots d'ordre renforçant les illusions réformistes, compromettent les résultats de l'expérience que le prolétariat a faite en mal - juin, et détournent les réactions des ouvriers les plus combattifs vers des voies de garage. Les bonzes de la C.G.T. ont déjà récupéré à leur profit l'échelle mobile chère aux immédiatistes, précisément parce que cette revendication renforce le crétinisme démocratique en accreditant l'idée que l'Etat bourgeois pourrait jouer le rôle d'un arbitre impartial dans la lutte entre le Capital et le Travail ; le « contrôle ouvrier » est de la même cuve (Programme de transition) ; il flatte les tendances anarcho-syndicalistes toujours vivaces dans la classe ouvrière française. Contre ces panacées réformistes et immédiatistes, le Parti communiste international lance à la classe ouvrière ces mots d'ordre :

— REDUCTION GENERALE DE LA DUREE DE LA JOURNEE DE TRAVAIL.

— AUGMENTATION MASSIVE DES SALAIRES, PLUS FORTE POUR LES SALAIRES LES PLUS BAS.

— SALAIRE INTEGRAL AUX CHOMEURS.

C'est une plateforme de lutte général et continue, dont les résultats ne seront jamais acquis une fois pour toutes, mais toujours remis en question par la contre-offensive du patronat et de son Etat. C'est une plateforme qui concerne les intérêts immédiats de l'ensemble de la classe ouvrière, et permet donc de développer l'union des ouvriers par-delà toutes les frontières de catégorie ou de branches d'industrie. C'est une plateforme de combat sur deux fronts : contre la bourgeoisie et contre les directions actuelles des syndicats. C'est dans la mesure où elle pénétrera les couches les plus actives de la classe ouvrière que celle-ci pourra reconquérir son organisation syndicale traditionnelle, la C.G.T. aujourd'hui aux mains d'agents « ouvriers » du Capital, et affronter la bourgeoisie dans des luttes généralisées — donc politiques.

LE PROLETAIRE dans la région parisienne

Notre journal est en vente dans les kiosques des principales gares de Paris et de la banlieue ; dans les bibliothèques de Métro de tous les terminus, de toutes les Portes de Paris et des principales correspondances.

Parti, luttes revendicatives et organisations économiques

Face aux critiques de certains « gauchistes », il nous a semblé utile de rappeler les principes marxistes fondamentaux en ce qui concerne les rapports entre Parti de classe, luttes revendicatives et organisations économiques du prolétariat. Pendant plus d'un siècle de luttes révolutionnaires, ces principes sont restés aussi invariables que tout le reste de notre doctrine ; ils ne sont, ni ne peuvent être affectés par les hauts et les bas de la situation ni par le fait que, pendant les époques de reflux, la possibilité qu'a le Parti d'exercer son influence dans les luttes revendicatives et les organisations syndicales et à plus forte raison sa possibilité de mener une propagande révolutionnaire se réduit au minimum, si bien que la question de la conquête des organes dirigeants du syndical est privée dans l'immédiat de toute actualité.

Réaffirmer ces principes signifie, au-delà des situations contingentes souvent négatives d'aujourd'hui, réaffirmer 1° le fait que l'action du Parti, minorité prolétarienne en possession d'une vision générale de l'histoire et de ses aboutissements révolutionnaires, ainsi que de la stratégie et de la tactique correspondantes, est inséparable des luttes que leurs besoins économiques poussent les travailleurs à conduire. 2° La valeur permanente, aux fins de la lutte générale pour la conquête du pouvoir, des associations professionnelles unitaires formées de seuls prolétaires, et comme telles accessibles à la propagande et l'action révolutionnaire du Parti, à des degrés, il est vrai, divers, selon que la lutte de classe connaît un flux ou un reflux. Le Parti de classe ne peut, ni ne pourra jamais renoncer à ces principes, ni à leur mise en pratique, à moins de renoncer à sa raison d'être. Il ne peut, ni ne pourra jamais tirer des difficultés objectives de la situation actuelle une raison de contester que ces principes doivent être appliqués dans la reprise du mouvement prolétarien qu'il prévoit, et qui n'est peut-être plus très lointaine.

Les citations qui suivent (et qu'on aurait pu multiplier à volonté) prouvent l'invariance du marxisme dans cette question comme dans toutes celles qui concernent la vie et l'action de la classe ouvrière et de son Parti. Elles fournissent donc une base solide pour la solution des problèmes que son action pratique pose collectivement dans la situation actuelle.

MANIFESTE COMMUNISTE (1848)

« Les ouvriers commencent par se coaliser contre les bourgeois pour la défense de leurs salaires. Ils vont jusqu'à fonder des associations permanentes pour s'assurer les moyens de vivre pendant les conflits éventuels. Ça et là, la lutte se transforme en insurrection. Parfois les ouvriers triomphent, mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs. Les ouvriers de diverses localités s'allient entre eux et il suffit de cette union pour centraliser les différentes luttes qui, partout, revêtent le même caractère, en une lutte nationale, en une lutte de classe ».

RESOLUTION SUR LES SYNDICATS (Elaborée par Karl Marx et adoptée au 1er Congrès de l'Association Internationale des Travailleurs à Genève, en 1866)

«... Les syndicats sont nés tout d'abord de tentatives spontanées de la part d'ouvriers pour supprimer ou, du moins, restreindre l'inévitable concurrence entre eux, pour arracher des conditions de travail contractuelles les élevant au moins au-dessus de la condition de simples esclaves. C'est pourquoi l'objectif immédiat s'est borné aux revendications journalières, aux moyens de défense contre les empiétements incessants du capital, bref aux questions de salaire et de temps de travail. Cette activité des syndicats n'est pas seulement légitime, elle est nécessaire. On ne saurait s'en dispenser tant que subsiste le mode actuel de pro-

duction... Si les syndicats sont indispensables pour la guerre quotidienne d'escarmouches entre le capital et le travail, ils sont encore beaucoup plus importants en tant qu'appareils organisés pour hâter l'abolition du système même du salariat.

Jusqu'ici les syndicats ont envisagé trop exclusivement les luttes immédiates et locales contre le capital. Ils n'ont pas encore compris parfaitement leur force offensive contre le système d'esclavage du salariat et contre le mode de production actuel. C'est pourquoi ils se sont tenus trop à l'écart des mouvements sociaux et politiques généraux...

En dehors de leurs buts primitifs, il faut que les syndicats apprennent désormais à agir de manière plus consciente en tant que foyers d'organisation de la classe prolétarienne dans l'intérêt puissant de leur émancipation complète. Il faut qu'ils soutiennent tout mouvement politique et social qui tend à ce but... »

RESOLUTION SUR L'ACTION POLITIQUE (Préparée par Karl Marx et adoptée par la Conférence de Londres de l'Association Internationale des Travailleurs en 1871)

« Considérant que contre la violence collective des classes possédantes, le prolétariat comme classe ne peut intervenir que s'il se constitue en parti politique distinct... ; que cette constitution du prolétariat en

parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but final, l'abolition des classes ; qu'il faut que l'union des forces de la classe ouvrière qui a déjà été réalisée par les luttes économiques serve également de levier pour la masse de cette classe dans sa lutte contre la puissance politique de ses exploités ; la conférence rappelle aux membres de l'Internationale que dans l'état de lutte de la classe ouvrière, son activité économique et son activité politique sont inséparablement liées ».

NOTA-BENE SUR LE MOUVEMENT POLITIQUE (Lettre de Marx à Bolte, 1871)

« Naturellement, le mouvement politique de la classe ouvrière a pour but final la conquête du pouvoir politique, et il faut naturellement pour cela une organisation de la classe ouvrière ayant un certain degré de développement préalable, et qui se forme et grandisse dans ses luttes économiques mêmes... (Or) de tous les mouvements économiques isolés des ouvriers surgit partout un mouvement politique, c'est-à-dire un mouvement de la classe pour faire triompher ses intérêts sous une forme générale, sous une forme ayant force de contrainte sociale générale. Si ces mouvements supposent une certaine organisation préalable, ils sont tout autant de leur côté des moyens de développer cette organisation ».

SUR LES RIVES DE L'OUSSOURI DEUX NATIONALISMES S'AFFRONTENT

La sanglante histoire du « bloc fraternel » des démocraties populaires vient de s'enrichir, sur les rives de l'Oussouri, d'un nouvel épisode. Si, en 1956, les chars russes réprimaient sans pitié l'insurrection hongroise sous les applaudissements chinois (c'était l'époque de la grande idylle Khrouchchev-Mao !), en 1960 le conflit sino-soviétique éclatait publiquement, et, depuis, l'« escalade » n'a pas connu de pause. Aujourd'hui, la « normalisation », comme disent ces messieurs du Kremlin, à peine imposée à la Tchécoslovaquie par quelque cinq cent mille soldats des troupes du Pacte de Varsovie, voilà qu'en Extrême-Orient les commandos de « garde-frontières », puis l'artillerie, les chars et l'aviation défendent à qui mieux mieux le sol sacré de patries ennemies mais, disent-elles, « socialistes ».

Nous n'avons jamais cru que les partis russes et chinois se disputaient sur la meilleure manière de conduire la lutte « anti-impérialiste ». Nous avons toujours affirmé et démontré, au contraire que la polémique « idéologique » qui les opposait n'était que le paravent du conflit entre deux Etats, tout aussi étrangers au socialisme l'un que l'autre. Comment le P.C. chinois, inventeur du « bloc des quatre classes », pourrait-il sérieusement reprocher au P.C. russe son « Etat de tout le peuple » ? Si la Chine, grand promoteur — avec l'Inde ! — de la coexistence pacifique, reproche aujourd'hui avec véhémence à l'U.R.S.S. de la pratiquer, c'est seulement parce qu'elle le fait sans elle — et contre elle.

Le communisme n'a donc rien à faire dans cette galère. Depuis le triomphe du « socialisme dans un seul pays » de marque stalinienne (ce Staline prêt à partager la Chine fifty-fifty avec les U.S.A. au lendemain de la dernière guerre, mais que les maoïstes vénèrent en leur cœur comme symbole de la construction d'une grande nation), depuis cette lointaine époque l'U.R.S.S. n'est plus que le centre d'une accumulation de capital national, une nation comme les autres soumettant les nations « amies » du bloc oriental à une exploitation économique, voire à une domination militaire que nous n'hésitions pas à qualifier d'impérialistes, sans guillemets ou adjectifs.

Si la Chine s'est arrachée à cette emprise et fait désormais cavalier seul, ce n'est pas pour défendre les principes de la révolution communiste trahis par les partisans du « socialisme » dans un seul pays, ce n'est pas pour reconstruire le mouvement révolutionnaire international, mais bien pour faire, en Chine, ce que les Russes ont fait en Russie. Partant de plus loin encore que la Russie à peine sortie du tsarisme dans cette course effrénée à l'accumulation d'un capital national, elle ne peut la mener à bien que par les mêmes méthodes (action décisive de l'Etat pressurant au maximum et le prolétariat en voie de développement et l'innombrable paysannerie qui devra faire une partie des frais de cette construction accélérée d'une industrie lourde et même nucléaire) et au milieu de bouleversements sociaux du même ordre (la « révolution culturelle »).

Voilà la base économique et sociale, exclusivement bourgeoise, de l'antagonisme russo-chinois : la lutte de deux Etats, de deux nations aux intérêts inconciliables justement parce que se sont des intérêts nationaux des deux côtés. Si les parvenus russes du « socialisme » dans un seul pays ont réagi par un redoublement de sourires en direction des impérialismes occidentaux (les ambassadeurs russes sont allés « informer » les gouvernements des principaux pays, y compris celui des « revanchards » de Bonn !), les Chinois, eux, ont essayé de capitaliser l'incident en exhortant les masses à manifester leur patriotisme en augmentant leur effort productif.

Sur les rives de l'Oussouri, deux nationalismes s'affrontent. Le prolétariat révolutionnaire, lui, est internationaliste !

MARX, L'INDIFFERENCE EN MATIERE POLITIQUE (Article de 1873)

Citation ironique des principes proudhoniens :

« La classe ouvrière ne doit pas se constituer en parti politique ; elle ne doit sous aucun prétexte avoir d'action politique, parce que combattre l'Etat, c'est reconnaître l'Etat, ce qui est contraire aux principes éternels. Les ouvriers ne doivent pas faire de grèves parce que faire des efforts pour obtenir une augmentation de salaire ou pour en empêcher la diminution revient à reconnaître le salaire, ce qui est contraire aux principes éternels de l'émancipation prolétarienne ».

THESES DE LA FRACTION ABSTENTIONNISTE 1929, Thèse 5

« Les communistes pénètrent dans les coopératives prolétariennes, les syndicats, les conseils d'usine et y constituent des groupes d'ouvriers communistes cherchant à conquérir la majorité et les organes de direction, pour obtenir que la masse des prolétaires encadrée dans ces associations subordonne sa propre action aux buts politiques révolutionnaires suprêmes de la lutte pour le communisme ».

CONDITIONS D'ADMISSION A L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (9), 1920 :

« Tout parti doit mener une action communiste systématique et tenace dans les syndicats, les conseils, etc... et y organiser des cellules communistes pour gagner les syndicats à la cause du communisme ».

CONGRES DE LIVOURNE (CONGRES CONSTITUTIF DU PARTI COMMUNISTE D'ITALIE) 1921

Motion communiste :

« Appel aux organisations prolétariennes extérieures à la Confédération Générale du Travail à y entrer pour y soutenir la lutte des communistes contre l'orientation et les dirigeants actuels de celle-ci ».

CONGRES DE ROME DU PARTI COMMUNISTE D'ITALIE, 1922 Thèses tactiques

1. Nature organique du Parti Communiste.

« Parti politique de la classe prolétarienne, le Parti communiste se présente dans l'action comme une collectivité opérant selon une orientation unitaire. Les mobiles initiaux qui poussent les éléments et les groupes de cette collectivité à s'organiser pour une action unitaire sont les intérêts immédiats que la situation économique suscite dans les différents groupes de la classe ouvrière. Le rôle du Parti communiste se caractérise essentiellement par l'utilisation des énergies ainsi encadrées en vue d'atteindre des objectifs qui, étant communs à toute la classe travailleuse et situés au terme de toutes ses luttes successives, dépassent en les intégrant, les intérêts des groupes particuliers et les revendications immédiates et contingentes que la classe ouvrière peut poser ».

« 12. L'œuvre de propagande et de prosélytisme continuellement accomplie par le Parti est donc inséparable de l'action réelle et du mouvement prolétarien sous toutes ses formes. Ce serait une erreur banale de juger que la participation à la lutte pour des résultats contingents et limités entre en contradiction avec la préparation à la lutte révolutionnaire finale et générale. La seule existence de l'organisation unitaire du Parti, avec son indispensable clarté de programme et sa non moins indispensable solidité et discipline d'organisation, garantirait déjà par elle-même que, loin d'attribuer jamais aux

revendications partielles la valeur d'une fin en soi, on considère la lutte pour les faire triompher comme un moyen d'acquérir l'expérience et l'entraînement indispensables à une réelle préparation révolutionnaire ».

« 13. Le Parti communiste participe donc à toutes les formes d'organisation économique prolétarienne ouvertes à tous les travailleurs sans distinction de conviction politique (syndicats, conseils d'usines, coopératives, etc...), sa position fondamentale à l'égard des organismes de cette nature (étant) qu'ils doivent englober tous les travailleurs. Il participe à la vie de ces organismes par l'intermédiaire de groupes ou cellules dépendant de lui (qui) tendent à entraîner derrière eux la majorité des travailleurs de ces organisations et à en conquérir la direction ».

CONGRES DE LYON, 1926 Thèses tactiques de la Gauche Communiste

« 3° Action et tactique du Parti :

Les tâches du Parti sont : A) défendre et clarifier les postulats fondamentaux du programme en fonction des faits nouveaux qui se produisent. B) assurer la continuité de l'organisation du Parti et son efficacité, et la protéger des influences extérieures contraires à l'intérêt révolutionnaire du prolétariat. C) participer activement à toutes les luttes de la classe ouvrière, même suscitées par des intérêts partiels et limités, pour encourager leur développement en les reliant constamment aux buts finaux révolutionnaires... »

Dans toutes les situations où la lutte directe pour la conquête du pouvoir n'est pas encore possible, le Parti doit remplir ces tâches qui sont indissolublement liées, son absence des luttes mêmes partielles et contingentes du prolétariat étant inconcevable ».

« 8° Questions syndicales :

La Gauche du PC d'Italie a toujours lutté pour l'unité prolétarienne dans les syndicats, ce qui la distingue radicalement de la « gauche » infantile, syndicaliste et volontariste que combattait Lénine... Elle repousse la grave déviation de principe qui consiste à dénier toute importance révolutionnaire au syndicat fondé sur le principe de l'adhésion volontaire et à la remplacer... par l'appareil des conseils d'usines ».

EXECUTIF ELARGI DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, Mars 1926

Déclaration de la Gauche communiste d'Italie sur la question syndicale

« Nous travaillons dans les syndicats réformistes parce que c'est pour nous une question vitale de ne pas perdre la possibilité de travailler au sein des masses. D'autre part, nous sommes sûrs qu'au moment où la possibilité de nous emparer de l'appareil central des syndicats (par un congrès ou par d'autres moyens, peu importe) se présentera, les masses s'orienteront vers les communistes et que le Parti communiste pourra utiliser les syndicats comme des organes révolutionnaires de première importance ».

REUNION DE ROME DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE, 1951

Parti révolutionnaire et action économique

« Il n'est pas possible qu'un mouvement révolutionnaire général ne présente pas, quel qu'il doive être, les aspects fondamentaux suivants : 1° un nombre prolétarien de purs salariés ; 2° un grand mouvement d'associations économiques englobant une fraction importante de ce prolétariat ; 3° un fort parti révolutionnaire de classe que le développement de la lutte ouvrière ait mis en mesure d'opposer de façon large et efficace son influence à l'influence de la bourgeoisie et de l'Etat au sein du mouvement syndical, tout en ne groupant dans ses rangs qu'une minorité de travailleurs ».

L'ÉCHEANCE DU 11 MARS

(Suite de la première page)

disait poliment le capitalisme à ses exploités : nous avons prévu tout ce que nous pouvons vous donner. Langage facile lorsque les représentants des classes ennemies s'accordent à reconnaître la suprématie d'intérêts communs : production, monnaie, patrie !

★

Il y a un an à peine, les représentants syndicaux se seraient contentés de l'aumône classique des 4 % d'augmentation annuelle de salaire. Ils auraient habilement déplacé leurs objectifs vers des terrains moins brûlants : la défense de la Sécurité Sociale ou la réforme de la fiscalité. Le climat est changé. En dépit de la liquidation de leur grande grève en juin dernier, les ouvriers d'entreprises et de catégories déterminées, excédés par les parloles et les compromissions, ont démontré qu'ils étaient décidés à des luttes et non pas à des simagrées. En présence de cette volonté, la corporation des représentants syndicaux, d'ordinaire si « compréhensive » à l'égard des problèmes patronaux, ne pouvait encaisser l'affront subi au faux « rendez-vous » de la rue Tilsitt sans manifester au moins ses velléités de riposte. Elle prit donc la décision d'un mouvement que, par un souci de pudeur, elle appela, non pas grève, mais « arrêt national de travail ».

Ce qui trahit le véritable caractère de cette décision, ce furent les précautions prises pour l'enfermer dans le cadre d'une manifestation inoffensive et, d'évidence, sans lendemain. « La riposte qui s'impose — avait dit le communiqué du 6 mars de la Commission exécutive de la C.G.T. — pourrait commencer par une grève de 24 heures ». Commencer et s'arrêter là comme la suite devait le confirmer. Les consignes syndicales ne manquèrent pas... mais contre les « agissements gauchistes ». Les déclarations de responsables ne firent pas défaut, mais pour souligner les « offres constructives » proposées par les syndicats et dédaignées par leurs interlocuteurs. La bonne volonté n'était pas davantage absente, mais en vue de reprendre les discussions !

Au cours des manifestations publiques du 11 mars, le banissement de tout mot d'ordre politique, alors qu'il s'agissait de protester contre le gouvernement, le souci de n'exprimer que des revendications professionnelles alors qu'on prétendait répondre à une offensive du capital contre les conditions de vie de la classe ouvrière montrent à quels impératifs, absolument étrangers aux intérêts des salariés, les directions syndicales obéissent. Ce qu'elles voulaient, à l'instant précis où elles faisaient état du mécontentement des classes exploitées, c'était rassurer les classes qui exploitent en prouvant aux classes moyennes que le prolétariat est « raisonnable », volontairement soumis à un intérêt général qu'il place au-dessus de ses intérêts immédiats. Il fallait à tout prix ne pas effaroucher ces couches sociales dont l'opportunisme recherche l'appui bien que ces mêmes couches, dès que le prolétariat fait seulement mine de bouger, se rallient précipitamment à n'importe quelle réaction politique.

Dans ces conditions « l'action » du 11 mars ne pouvait être qu'un simulacre, la « riposte » qu'une menace non suivie d'effets. Le patronat, à Tilsitt, exigeait la négociation par branches d'industrie que les dirigeants syndicaux ont prétendu refuser en clamant la porte, mais sur laquelle ils se précipitent aujourd'hui, à peine les banderoles du 11 mars sont-elles

repliées. Ce qu'ils voulaient alors, c'était donc sauver la face. Ils savaient déjà qu'ils se plieraient aux exigences du capital, face auxquelles leurs arguments « théoriques » ne pèsent pas lourds. Des revendications satisfaites — disent-ils — relanceraient le marché intérieur et seraient bénéfiques à tout le pays. Cette « bouffée d'oxygène » qu'un relèvement des salaires peut insuffler à l'économie, le capitalisme peut bien avoir intérêt quelquefois à l'administrer. Mais il entend en déterminer lui-même les limites et le moment... qui n'est certes pas celui où la concurrence internationale prend son tour le plus aigu. Le « programme économique » de l'opportunisme n'abuse que les ouvriers auxquels il fait miroiter l'utopie d'une coexistence sociale pacifique. Son vrai contenu se ramène à cette étroite marge de concessions dont le capital et son Etat fixent autoritairement le montant, ne laissant d'autre initiative au syndicalisme de collaboration de classe que celle qui consiste à la répartir aux mieux des intérêts des catégories privilégiées dont il est devenu l'expression.

★

Mais cette trahison ne peut plus désormais passer inaperçue. Mai-juin 1968 a dessillé bon nombre d'yeux. Ceux des métallos de Renault, au Mans qui, avant le 11 mars, ont imposé leur grève — une vraie — et refusé la fausse décision par les syndicats. Ceux des gars d'Houdouville qui ont débrayé contre l'avis syndical pour ne pas récupérer le « chômage technique » de la journée du 11. Ceux des cheminots du Sud-Ouest, enfin, qui — au diable les conséquences possibles sur le référendum ! — ont fait la grève pour des revendications fondamentales de classe : les conditions et la durée du travail. Et ce ne sont là encore que les toutes premières étapes d'une lutte difficile qui vise à conduire les revendications immédiates hors de l'impasse du syndicalisme de négociation.

La « prospérité » a du plomb dans l'aile, les mirages de l'expansion s'évanouissent. Le progressisme social qui, durant des décennies, a paralysé la lutte de classes, apparaît pour ce qu'il est en réalité depuis le début du siècle : un cadavre. Balayées les illusions du plein-emploi, des bons salaires et du bien-être pour tous. Les salariés, au moins les plus conscients, ne peuvent plus ignorer la tragique alternative que la société capitaliste sénile leur pose à nouveau ouvertement devant les yeux : ou la lutte résolue et impitoyable ou le calvaire des désastres et barbaries dont l'aumône et le chômage ne sont que la première station.

C'est la crise grandissante qui porte au paroxysme la hantise du patronat et stimule la rigueur répressive de l'Etat bourgeois, mais qui, aussi, appelle, bon gré mal gré, les prolétaires les plus résolus à la ré-

sistance. Mais dans quelle situation historique ! L'œuvre persévérante des « communistes » de gouvernement et des syndicalistes du « dialogue » a désarmé idéologiquement et désarticulé pratiquement la classe ouvrière. La crise capitaliste surprend, en quelque sorte, une masse salariée encore anesthésiée par l'euphorie productiviste et dont une bonne partie, sinon la majorité, n'est arrachée à sa quiétude relative d'hier que pour être plongée sans cohésion ni force dans la crainte de demain. Ce premier réflexe de recul qu'inévitablement elle manifeste, le quadrillage des chiens de garde du capital, posté jusqu'au cœur de chaque entreprise, s'attache à l'intensifier de toutes ses forces. Que hurlent-ils donc à cette masse désemparée, ces « défenseurs » indignes des ouvriers, ces commis-voyageurs d'un « socialisme » d'imposture ? Que la lutte effective c'est l'aventure, que l'action directe c'est la provocation !

Leur tâche de sape de l'énergie combative de la classe ouvrière, les opportunistes et renégats du communisme l'ont bien menée et de longue haleine. « L'alliance avec les classes moyennes » n'a pas donné une voix de plus à une gauche électorale bourgeoise aussi lâche que corrompue, mais elle a passablement contaminé le mouvement organisé des ouvriers. Derrière le corporatisme syndical qui double la police contre les manifestants, il y a toute l'aristocratie ouvrière, tous les semi-cadres « progressistes », tous les sur-qualifiés, tous les tenants de l'éventail salarial et des augmentations hiérarchisées et aussi, malheureusement, une bonne partie de ces nouvelles promotions ouvrières à peine arrachées à la vie rurale et que leur inexpérience et leurs conditions matérielles précaires livrent toutes désarmées à la démagogie du syndicalisme d'entreprise qui, moyennant quelques miettes, fornique avec le patronat !

Des expériences répétées seront nécessaires pour que les enseignements mêmes de la lutte disloquent ce bloc conservateur au sein de la classe révolutionnaire. Des efforts opiniâtres devront être conduits pour arracher à leurs illusions craintives et défaitistes des catégories qui ne portent à l'opportunisme une main-forte toute d'inertie que par manque de formation politique, peur des lendemains et ignorance de leur véritable force. Ce qui nous fait augurer que ce processus de radicalisation est entamé, c'est que des minorités d'ouvriers manifestent en divers lieux leur volonté de se battre avec leurs propres armes de classe, refusent la division des compromis et des marchandages, optent pour les revendications unitaires de la réduction de la durée du travail et des augmentations uniformes de salaire. C'est le premier pas sur la voie matricielle de la reconstitution du prolétariat en classe et de la reconstruction de son parti.

En marge du cinquantenaire d'Octobre 1917

BILAN D'UNE RÉVOLUTION

- Les grandes leçons d'Octobre 1917.
- Les fausses leçons de la contre-révolution de Russie.
  - Seul le marxisme tire les leçons de l'histoire
  - La "leçon" bourgeoise
  - La "leçon" social-démocrate
  - La "leçon" anarchiste
  - La "leçon" du socialisme d'entreprise
  - La "leçon" trotskyste
- L'économie russe de la révolution à nos jours.

La brochure de 188 pages : 9 F.

En vente dans les principaux kiosques et librairies ou à l'adresse du « Proletaire ».

L'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES

(Suite de la première page)

non contre les causes », « de retenir le mouvement descendant du salaire, mais non d'en changer la direction », « d'appliquer des palliatifs, mais sans guérir le mal » (Marx) bref, qu'elle puisse oublier que l'émancipation véritable ne peut résulter que de la destruction du régime du salariat lui-même et donc du monopole capitaliste des moyens de production dont il dérive, en d'autres termes renoncer à ses buts communistes de classe.

De ce point de vue que seul le parti prolétarien est capable de défendre, que signifie la polémique qui a opposé la C. G. T. d'une part, et de l'autre, les centrales jaunes F. O. et C. F. D. T., la première soutenant que l'échelle mobile devait être indexée sur les prix et les secondes qu'elle devait l'être sur la productivité ? Dans l'abstrait (car ici personne ne considère les intérêts révolutionnaires du prolétariat, les seuls réels), indexer l'échelle mobile sur les seuls prix signifie simplement, maintenir le salaire au niveau atteint antérieurement à la hausse des prix tandis que l'indexer sur la productivité revient à l'augmenter indéfiniment en fonction de l'augmentation du rendement du travail. La C. G. T. prévoit donc une collaboration entre l'Etat capitaliste et le syndicat ouvrier, le premier défendant automatiquement le salaire contre la dépréciation, le second ne renonçant pourtant pas à lutter pour son augmentation (réponse du Redjah plus haut cité à la C. F. D. T.). F. O. et la C. F. D. T. vont plus loin : elles confient entièrement à l'Etat capitaliste le soin à la fois de défendre et d'augmenter le salaire, ce qui rendrait le syndicat parfaitement superflu, si c'était possible. En apparence plus ambitieuse, cette seconde version de l'échelle mobile est donc encore pire que la première, précisément dans la mesure où elle aboutit finalement à présenter l'Etat non seulement comme un défenseur possible de la classe ouvrière, mais comme l'instrument même de son émancipation du joug du salariat, puisque si le salaire cessait d'être le prix de la force de travail (un prix oscillant nécessairement dans des limites restreintes) pour devenir une fraction donnée du produit social croissant régulièrement en même temps que lui, il cesserait d'être un salaire au sens propre.

Par contre, c'est dans la mesure où elle est beaucoup plus « minimaliste » que la version

C. G. T. peut sembler moins absurde et mensongère. Il n'en reste pas moins 1) qu'on ne peut faire la moindre confiance pour la lutte en faveur de l'augmentation des salaires à un syndicat qui n'aspire qu'à se décharger sur l'Etat du soin de les défendre ! ; 2) que la lutte pour l'augmentation des salaires n'a de sens que si elle vise à entraîner, unir, organiser la classe ouvrière pour la lutte révolutionnaire visant à l'instauration du socialisme, une augmentation absolue continue du salaire étant rendue impossible dans le mode de production capitalistes par les hauts et les bas du commerce, et une augmentation relative étant exclue par l'avantage écrasant de la bourgeoisie sur le prolétariat dans la lutte quotidienne. Donc du point de vue du socialisme et de la Révolution, toutes les versions de l'échelle mobile se valent en utopie réactionnaire.

Le « gauchisme » pro-chinoïse, trotskyste ou autre qui reprend cette revendication non seulement stupide, mais infâme, ne s'embarrasse pas de telles considérations théoriques. Il les ignore, ou s'il ne les ignore pas tout à fait, il les écarte sous de futiles prétextes « tactiques » : n'est-ce pas la meilleure manière de « mobiliser » les masses contre l'Etat bourgeois que d'exiger de lui ce par définition il ne pourra concéder ? En d'autres termes, ce serait en répandant les illusions et non en les combattant que le parti prolétarien travaillerait le plus efficacement pour la Révolution socialiste ! C'est avec de tels « principes » tactiques que l'Internationale s'est elle-même liquidée, ceux qui ne l'ont pas compris méritent le plus complet mépris et ils seront impitoyablement balayés à la première reprise de classe.

Ouvriers, les chefs syndicaux, les délégués, tous ceux qui crient : Echelle mobile des salaires ! crient en réalité « L'Etat avec nous ! ». Un mot d'ordre aussi honteux ne doit plus être toléré dans les réunions syndicales et les manifestations ! Combattez-le partout avec la plus grande énergie ! Ne laissez aucun repos aux défaitistes qui le propagent ! Notre mot d'ordre prolétarien est : A bas l'Etat capitaliste ! Vive la lutte prolétarienne indépendante pour la défense des intérêts de classe et pour la Révolution socialiste ! Faites-le retentir de toutes vos forces dans la C. G. T. pourrie par son encadrement opportuniste et jetez-le à la face des « jaunes » patentés de F. O. et de la C. F. D. T. !

RÉFÉRENDUM

(Suite de la première page)

vieux fascistes. Rien de plus exact : en dehors de divers « groupes de pression » bourgeois, y seront représentés les syndicats ouvriers. A noter que les dirigeants des trois grandes centrales C.G.T., C.F.D.T., F.O., qui font voter « non » au référendum, ont déjà admis, il est vrai sans haut-parleurs, que si les « oui » l'emportaient, ils iraient tout de même siéger dans ces assemblées (« technocratiques », Duclos dixit). Par là ces gens sont logiques avec eux-mêmes : depuis longtemps, ils ont abandonné tout principe de lutte de classe. Pour eux il n'y a donc plus qu'une issue : l'intégration de plus en plus complète à l'Etat, au niveau central comme au niveau régional.

En définitive, ce référendum représente donc :

1) Un règlement de comptes entre la bourgeoisie moderniste, de style gaulliste, et les franges plus arriérées de cette mé-

me bourgeoisie. Le prolétariat n'a qu'une seule chose à faire : laisser les requins se dévorer entre eux.

2) Une tentative de type fasciste pour intégrer un peu plus les syndicats à l'Etat. Ici le prolétariat a une tâche à remplir. Mais elle n'est pas électorale ! Il s'agit de chasser de la C.G.T. les bonzes opportunistes et de lui rendre ses grandes traditions de classe.

A bas l'électoratisme ! Vive la lutte directe !

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 378 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »

3 et 5 boulevard Desplaces

MARSEILLE (X^{ème})

Distribué par les N.M.P.P.